

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 09/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRAVIERES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR

MICHELBACH
68700 ASPACH MICHELBACH

Références : 0006700207_20230124_GravièreTPThur_ViMed
Code AIOT : 0006700207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement GRAVIERES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR implanté GROSSBODEN ZERC3 68700 ASPACH MICHELBACH. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée pour vérifier les dispositions mises en oeuvre par l'exploitant à la suite de la mise en demeure du 12 août 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVIERES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR
- GROSSBODEN ZERC3 68700 ASPACH MICHELBACH
- Code AIOT : 0006700207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Gravière et TP de la Thur exploite une carrière, ainsi que des installations de transit et de recyclage de matériaux inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en demeure du 12 août 2021
- valorisation des terres excavées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 2	Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Dossier de modification	Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 3	Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure	Lettre de suite préfectorale	4 mois
3	Installation de recyclage	Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 4	Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Rétention de la cuve de stockage de carburant	Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 5	Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Aire de ravitaillement	Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 6	Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Surveillance des rejets d'eaux de traitement de matériaux	Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 7	Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Suivi Piézométrique	Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 9	Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Ouvrages de surveillance des eaux souterraines	Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 8	Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure	Sans objet
9	Registre de suivi des matériaux de recyclage	Arrêté Préfectoral du 03/08/2004, article 16.2	Inspection du 29 juin 2021 / Susceptible de suites	Sans objet
10	Valorisation des terres excavées	Arrêté Ministériel du 04/06/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant a pris des mesures pour remédier à la mise en demeure du 12 août 2021.

Toutefois, les mesures mises en œuvre sont à ce stade insuffisantes et ne permettent pas encore un retour à une situation conforme pour les points suivants :

- plan d'exploitation (constat 1) ;
- information du Préfet relatives aux modifications notables (constat 2) ;
- dispositions visant à prévenir les risques de pollution associés à l'installation mobile (constat 3) ;
- rétention de la cuve de carburant (constat 4) ;
- aménagement de l'aire de ravitaillement (constat 5) ;
- surveillance des rejets d'eaux industrielles (constat 6) ;
- réalisation des relevés du niveau piézométrique lors de la surveillance des eaux souterraines (constat 8).

Compte tenu des travaux déjà réalisés et des éléments présentés à l'Inspection lors du contrôle, il n'est pas proposé de sanctions administratives à ce stade.

Toutefois, l'exploitant devra transmettre au préfet les justificatifs associés au retard pris dans l'application de la mise en demeure et lui demander un report de délai dûment argumenter.

Au cours du contrôle, il a également été indiqué que des déblais terreux accueillis sur le site ont été vendus ou cédés pour être valorisés à l'extérieur du site. Des informations complémentaires sont à présenter à l'inspection à ce sujet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure
Prescription contrôlée : Au plus tard le 1er septembre 2021 et conformément aux prescriptions des articles 17 et 18 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé, l'exploitant adresse au préfet le plan d'exploitation actualisé : Article 17 – Contenu « Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• [...],• les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,• la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,• la position des dispositifs de clôture,• l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,• les voies d'accès et chemins menant à la carrière,• les piézomètres, et éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,• des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. »

<p>Article 18 – Mise à jour</p> <p>« Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux ans. »</p>
<p>Constats : En novembre 2021, l'exploitant a présenté le plan du 09/09/2021 établi par Air Marine. Toutefois, le plan présenté ne comporte pas tous les éléments requis par l'article 17 précité et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les emplacements des routes d'accès, • la position des piézomètres, • les limites de sécurité, • l'identification des zones décapées, • la position des clôtures (ou dispositifs équivalents), • l'emplacement des stocks de terres de découverte . <p>De plus, aucune coupe n'a été réalisée à l'issue des derniers relevés bathymétriques.</p> <p>Enfin, il a été constaté que l'exploitant n'a pas fait réaliser de mise à jour de son plan depuis plus d'un an.</p>
<p>Observation : Par courriel du 24 janvier 2023, l'exploitant a justifié de la commande d'un plan auprès d'un géomètre.</p> <p>Au regard de ces éléments, il n'est pas proposé de sanctions administratives à ce stade. Il convient toutefois que l'exploitant présente à l'Inspection, dans un délai d'un mois, une mise à jour du plan d'exploitation comportant l'ensemble des informations prévues ainsi que des coupes réalisées tous les 100 mètres au niveau de la zone d'exploitation.</p> <p>Par ailleurs, il est rappelé que le plan d'exploitation doit être mis à jour tous les ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délai : 1 mois</p>

N° 2 : Dossier de modification

<p>Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification administrative</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé :</p> <p>« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation [...].</p> <p>[...]. »</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis un porter à connaissance au Préfet le 10 mai 2022 pour l'extension de la carrière et l'augmentation du rythme de production.</p> <p>Toutefois, le porter à connaissance ne comporte pas d'éléments relatifs au caractère permanent de l'installation mobile de traitement des matériaux et à l'aménagement d'aires étanches (pour le ravitaillement des engins et au niveau de la zone de travail de l'installation mobile de concassage).</p>
<p>Observation : L'exploitant a engagé des démarches pour se mettre en conformité. Toutefois, les</p>

<p>éléments présentés à ce stade sont incomplets. Au regard de ces éléments, il n'est pas proposé de sanctions administratives à ce stade.</p> <p>Il convient que l'exploitant présente les éléments attendus dans un délai de quatre mois. L'instruction du porter à connaissance précité a donné lieu à une demande de compléments. Les éléments attendus sont à intégrer dans les réponses à cette demande de compléments.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 4 mois

N° 3 : Installation de recyclage

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions des articles 6, 21 et 29 de l'arrêté ministériel de prescription générale du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant transmet au préfet un planning de réalisation des travaux pour la mise en conformité de son installation :</p> <p>Article 6 «[...]» Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées. [...]»</p> <p>Article 21 « [...]» III. — Rétention et confinement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. [...]» Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, [...]»</p> <p>Article 29 « [...]» Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.</p> <p>Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. [...]» Les eaux pluviales polluées (EPp) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté [...]»</p>
<p>Constats : Pour mémoire, au cours de l'inspection du 29 juin 2021, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'installation mobile de traitement des matériaux était stationnée sur le site de la carrière sur le terrain naturel, sans aire étanche et sans dispositif de rétention quand elle n'est pas utilisée ;

- l'endroit où elle est habituellement utilisée se situe sur le terrain naturel.

Il a été constaté qu'une zone étanche, aménagée en pointe de diamant a été créée au niveau de l'aire de travail de l'installation mobile de broyage et concassage (en avril/mai 2022 d'après l'exploitant).

Les eaux de ruissellement sont récupérées par un avaloir au centre de l'aire, puis sont traitées par un séparateur à hydrocarbures avant d'être rejetées dans le plan d'eau.

Toutefois, il a été constaté que l'aire est fissurée, ce qui ne garantit plus son étanchéité.

De plus, la zone n'est pas entourée par un dispositif empêchant les écoulements d'eaux vers l'extérieur (caniveau, margelle, ...).

En outre, le jour de la visite, il a été constaté que l'installation avait été déplacée à proximité d'un atelier pour y effectuer des réparations.

L'installation était disposée en partie sur une dalle bétonnée, toutefois aucun dispositif ne permettait le recueil des éventuelles eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées.

Ceci constitue une non-conformité aux dispositions précitées et notamment à l'article 29 de l'arrêté du 26 novembre 2012.

Observations :

Concernant la réfection de l'aire de travail de l'installation mobile, l'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux nécessaires (réfection, caniveau périphérique ou dispositif équivalent) dès que les conditions météorologiques seront adaptées, soit en avril/mai 2023.

Compte tenu des travaux déjà réalisés par l'exploitant, il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade. Toutefois, il convient que l'exploitant transmette à l'Inspection les éléments justifiant de la réfection de l'aire étanche dans un délai de trois mois.

Concernant la réalisation de l'entretien de l'installation sur une zone inadaptée, l'exploitant a indiqué par courriel du 27 janvier 2023 avoir déplacé l'installation sur l'aire qui a été aménagée au niveau de sa zone de travail.

Au regard du constat précité, il convient toutefois que l'exploitant présente à l'Inspection, dans un délai de quinze jours, des dispositions visant à prévenir tout risque de pollution lors des interventions nécessaires à la réparation de l'installation et aux maintenances ultérieures jusqu'à remise en état de l'aire étanche.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délai : 3 mois

N° 4 : Rétention de la cuve de stockage de carburant

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 30 septembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé :

« [...]

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,

- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

[...]

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipient de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 l [...]. »
<p>Constats : Pour mémoire, au cours de l'inspection du 29 juin 2021, il a été constaté que le stockage de la cuve de carburant ne disposait pas d'une rétention étanche.</p> <p>L'exploitant dispose d'une cuve de carburant à double paroi non enterrée de type « ATLAS 5000 BVA » équipée d'un distributeur dont il a fourni la fiche technique. La cuve est disposée sur une aire étanche.</p> <p>Le dispositif est équipé d'un système de détection de fuite qui n'était pas fonctionnel lors du contrôle.</p> <p>Par ailleurs, lors du contrôle, il a été constaté la présence de deux contenants d'huiles usagées (un fût et un GRV) entreposés sans rétention. A cet égard, l'exploitant a remédié à cette non-conformité en faisant évacuer les fûts par un prestataire et en déplaçant le GRV sur une rétention au niveau de la centrale à béton (cf courriel et photos transmis le 27 janvier 2023).).</p>
Observations : Il convient que l'exploitant justifie du bon fonctionnement du système de détection de fuite situé au niveau de la cuve dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 1 mois

N° 5 : Aire de ravitaillement et d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Aire de ravitaillement et d'entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé, l'exploitant transmet au préfet son projet de réaménagement avec un planning de réalisation associé :</p> <p>« Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ces eaux sont à éliminer comme des déchets. [...] L'aire de stationnement du véhicule-citerne assurant le ravitaillement en carburant sera associé à un dispositif de rétention dimensionné selon les mêmes règles précédemment prescrites. [...] Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent pas être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets. »</p>
<p>Constats : Pour mémoire, lors de l'inspection du 29 juin 2021, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'aire étanche pour effectuer le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier (située à proximité de la cuve d'hydrocarbures) était utilisée comme parking pour les véhicules légers ; - que cette aire n'était pas entourée d'un caniveau ni reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ; - que l'emplacement de l'aire n'était pas adapté par rapport au positionnement de la cuve de stockage de carburant. <p>Il a été constaté que l'exploitant a aménagé une aire étanche pour la ravitaillement, sur laquelle est également disposée la cuve de carburant. L'aire dispose d'un avaloir central, à partir duquel les eaux de ruissellement sont dirigées vers un</p>

séparateur à hydrocarbures, puis infiltrées dans le sol. Toutefois, il a été constaté que l'aire n'est pas entourée par un caniveau ou un dispositif équivalent (margelle, ...) empêchant l'écoulement accidentel de liquides à l'extérieur de l'aire.
Observations : Il a été constaté que l'exploitant a mis en oeuvre des dispositions pour remédier à la non-conformité. Toutefois, celles-ci sont insuffisantes à ce stade. Il convient que l'exploitant présente à l'Inspection, dans un délai de quinze jours, des dispositions visant à prévenir tout risque de pollution lors des opérations de ravitaillement dans l'attente de la réalisation, dans un délai de 3 mois, d'aménagements adaptés à la périphérie de l'aire afin d'interdire tout écoulement d'eaux ou de liquide à l'extérieur de l'aire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des rejets d'eaux de traitement de matériaux

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard le 30 septembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 28.2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé, l'exploitant procède à la surveillance de ces rejets et transmettra les résultats au préfet :</p> <p>« La surveillance de la qualité des eaux de procédé rejetées dans le plan d'eau de la carrière, dont il est fait état à l'article 23.1 du présent arrêté, sera assurée à une fréquence semestrielle. Les paramètres de suivi sont : PH, Hydrocarbures totaux, Demande Chimique en Oxygène, Matières en suspension, chlorures et sulfates. »</p>
<p>Constats : En réponse à l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant a présenté les résultats des analyses réalisées le 27 octobre 2021.</p> <p>Les résultats de cette analyse étaient conformes à l'exception des matières en suspension (56 mg/L pour une VLE de 30 mg/L).</p> <p>Néanmoins, aucune analyse des rejets d'eaux de procédé n'a été réalisée depuis. L'exploitant n'a pas respecté la fréquence de surveillance prévue.</p>
<p>Observation : L'exploitant a présenté une lettre du 20 janvier 2023 de la société Eurofins indiquant qu'une offre avait été acceptée en juin 2022 pour des contrôles semestriels, mais que la planification n'a pas été réalisée dans le système d'Eurofins. De plus, il a indiqué que les contrôles sont prévus d'ici fin janvier.</p> <p>Compte tenu des éléments présentés par l'exploitant, il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade. Il convient que l'exploitant présente les résultats des analyses à l'inspection dans un délai d'un mois.</p> <p>L'Inspection rappelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'il relève de la responsabilité de l'exploitant que les contrôles soient effectivement réalisés y compris lorsqu'il fait appel à un prestataire extérieur ; • que les prélèvements devront être réalisés avec les installations de lavage des matériaux en fonctionnement (elles étaient à l'arrêt le jour du contrôle) ; • les résultats doivent être interprétés et, si nécessaire, des actions correctives sont à proposer ;

<ul style="list-style-type: none"> que les résultats sont à déclarer sur Gidaf.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 1 mois

N° 7 : Ouvrages de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard le 30 septembre 2021 et conformément aux prescriptions des articles 28-3-1-1 et 28-3-2-2 de l'arrêté préfectoral n°2004-216-26 du 3 août 2004 complété susvisé :</p> <p>Article 28-3-1-1 : conception du réseau « [...] l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> les informations techniques de conceptions des ouvrages et puits utilisés dans le cadre de la surveillance de la qualité des eaux souterraines (coupes d'implantation, hauteur de crépinage, etc...), les indices BSS de ces 3 ouvrages. <p>Constats : L'exploitant a présenté un courriel du BRGM du 26 novembre 2021 précisant les codes BSS des piézomètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> pz1 amont : BSS004CKDN ; pz2 aval : BSS004CKDQ ; pz3 amont : BSS004CKDR. <p>Il a également présenté les éléments techniques associés à la déclaration des ouvrages à la banque de données du sous-sol (rapport hydrogéotechnique Est et Centre du 17 novembre 2004).</p> <p>L'exploitant a déféré à la mise en demeure pour ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suivi Piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 12/08/2021, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 29 juin 2021 / Mise en demeure
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 28-3-2-2 de l'arrêté préfectoral n°2004-216-26 du 3 août 2004 complété susvisé :</p> <p>Article 28-3-2-2 - Suivi piézométrique « [...] Au moins une fois par an, et en période de hautes eaux, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des puits de surveillance. [...] »</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté les résultats d'analyses du 28 avril 2021. Une nouvelle campagne d'analyse a été réalisée le 27 octobre 2021. Toutefois, aucune carte des courbes isopièzes n'a été établie.</p>

Aucun contrôle n'a été réalisé depuis. L'exploitant n'a pas respecté la fréquence de surveillance. Ce constat constitue une non-conformité.
<p>Observation : L'exploitant a présenté une lettre du 20 janvier 2023 de la société Eurofins indiquant qu'une offre avait été acceptée en juin 2022 pour des contrôles semestriels, mais que la planification n'a pas été réalisée dans le système d'Eurofins.</p> <p>De plus, l'exploitant a indiqué que les contrôles seraient réalisés fin janvier 2023.</p> <p>Compte tenu des éléments présentés par l'exploitant, il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade.</p> <p>Il convient que l'exploitant présente les résultats des analyses à l'inspection dans un délai d'un mois.</p> <p>Il convient également que l'exploitant présente à l'Inspection, dans le même délai, une carte des courbes isopièzes sur la base des relevés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 1 mois

N° 9 : Registre de suivi des matériaux de recyclage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2004, article 16.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi des matériaux de recyclage
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 29 juin 2021 / Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tiendra un registre sur lequel seront consignés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les qualités et quantités de matériaux amenés sur le site (avec justificatif de la provenance, du poids) ; - les quantités de matériaux sortis du site. <p>A tout moment, il devra pouvoir justifier de la qualité et de la quantité de matériaux de recyclage présents sur le site, sur simple demande de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Constats : Pour mémoire, lors du contrôle du 29 juin 2021, l'inspection a constaté l'absence d'un registre consignait la qualité et les quantités de matériaux amenés sur le site ainsi que les quantités de matériaux sortis du site.</p> <p>L'exploitant dispose d'un outil de suivi informatique, dans lequel l'ensemble des entrées et sorties de matériaux sont recensées (type de matériaux, quantité, origine, producteur).</p> <p>Il établit également des bilans mensuels sur la base desquels, il est en mesure de justifier les quantités de matériaux stockées sur le site.</p> <p>Il a été indiqué qu'à fin décembre 2022, la quantité de matériaux présente sur le site était de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 300 tonnes de déblais terreux recyclés ; • 355 tonnes de déblais terreux à recycler ; • 1092 tonnes de matériaux non terreux à recycler ; • 4483 tonnes de matériaux recyclés. <p>La quantité présente était bien inférieure à 15 000 m³ (environ 27000 tonnes) quantité prescrite à l'article 16.2 de l'arrêté du 03 août 2004.</p>
<p>Observations : Il est rappelé que l'accueil des matériaux inertes doit être réalisé dans le respect des dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage</p>

de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées (contrôles visuels à l'entrée et au déchargement, bordereaux, contenu du registre, ...).
De plus, le contenu des registres est précisé par l'arrêté du Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
La conformité à ces dispositions sera contrôlée lors de la prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle ajouté hors inspection

Les dispositions réglementaires citées dans le constat suivant n'ont pas fait l'objet d'échanges avec l'exploitant au cours de l'inspection.

Toutefois, au regard des éléments à caractère informatif relatif aux déblais terreux présentés par l'exploitant au cours du contrôle et, après vérification des dispositions réglementaires applicables en la matière, un constat est ajouté sur le thème de la valorisation des déblais terreux.

N° 10 : Valorisation des terres excavées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/06/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie du statut de déchet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les terres excavées et sédiments qui ont fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement cessent d'être des déchets lorsque la personne réalisant la préparation a vérifié que la totalité des critères suivants sont satisfaits :</p> <p>a) Les déchets entrant destinés à la préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement satisfont aux critères établis dans la section 1 de l'annexe I ;</p> <p>b) Les déchets ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement satisfont aux critères établis dans la section 2 de l'annexe I ;</p> <p>c) La personne réalisant la préparation a conclu, pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement, un contrat de cession avec l'aménageur. Ce contrat pourra être fait par lot ou pour un ensemble de lots. Ce contrat devra au minimum comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées géographiques et un rayon incluant l'ensemble de la zone où a eu lieu l'excavation ; - la période d'excavation des terres excavées et sédiments ; - le volume de terres excavées et sédiments concerné ; - le site receveur concerné par l'utilisation en génie civil ou en aménagement, identifié par des coordonnées géographiques et un rayon incluant l'ensemble de la zone de valorisation ; - la période d'utilisation en génie civil ou en aménagement ; - l'engagement de l'aménageur à respecter l'usage retenu pour la valorisation en génie civil ou en aménagement conformément aux guides considérés à la section 2 de l'annexe I ; - les dispositions constructives et limitations d'usages selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement ; - la qualité des terres excavées ou sédiments dragués évaluée selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement ; - les modalités d'entreposage intermédiaire, lorsqu'un entreposage est nécessaire, selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement le cas échéant ; - la ou les opérations menées pour la préparation en vue d'une valorisation en génie civil ou en aménagement. <p>Constats : Il a été indiqué au cours du contrôle que les déblais terreux admis sur le site sont traités et vendus à des particuliers, ou entreposés sur le site.</p>

<p>Il a toutefois été indiqué que des lots importants de déblais terreux bruts ont été cédés à un agriculteur en 2022 (43000 tonnes), sans que l'usage prévu puisse être indiqué précisément.</p> <p>Ce point de contrôle n'a pas été abordé plus en détail au cours du contrôle.</p>
<p>Observations : Il est rappelé que les terres excavées ne peuvent être valorisées qu'en génie civil ou en aménagement et uniquement dans certaines conditions (cf arrêté du 04 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement).</p> <p>A cet égard, il convient que l'exploitant présente à l'Inspection, dans un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la destination, les quantités et l'usage des terres excavées cédées à l'agriculteur ; • l'ensemble des éléments justifiant de la conformité de l'opération aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04 juin 2021. <p>Le guide de valorisation hors site des terres excavées non issues de sites et sols pollués dans des projets d'aménagement précise des éléments relatifs à la valorisation hors site des terres excavées. Il est disponible à l'adresse indiquée ci-dessous : (https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/guide_valorisation_tex_non_ssp.pdf).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Constats hors points de contrôle

Concernant les décanteurs / déshuileurs, il est rappelé que les bonnes pratiques consistent en une vidange annuelle, ou a minima à des contrôles périodiques visant à vérifier le bon fonctionnement des dispositifs et à s'assurer qu'un curage n'est pas nécessaire.

Il convient que l'exploitant réalise ces contrôles et qu'il consigne leurs résultats dans un registre. De plus, il convient également que l'exploitant s'assure de la mise en place de procédures adaptées en cas d'incident (isolement du réseau, ...) et de leur opérationnalité.